



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

28 JUIL. 2020

Arrêté du
portant mise en demeure à la société CERNAY ENVIRONNEMENT
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement
pour son site de Cernay

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;

VU la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution ;

VU la décision de la commission européenne du 10 août 2018 (parue le 17 août 2018), établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets en référence à la Directive susvisée ;

VU le rapport du 6 juillet 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées (DREAL) ;

Considérant que la société Cernay environnement exploite à Cernay, des installations visées par la rubrique n° 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que pour ces installations, la société Cernay environnement aurait dû, le 18 août 2019 au plus tard, remettre au préfet le dossier de réexamen mentionné à l'article R. 515-71 du code de l'environnement et décrit à l'article R. 515-72 du même code, et joindre à ce dossier le rapport de base requis lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code précité (cf à l'article L. 515-30 du code de l'environnement) ;

Considérant qu'au 6 juillet 2020, la société Cernay environnement n'a pas transmis le dossier de réexamen précité ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation

des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : la société Cernay Environnement dont le siège social est situé 35 rue de l'Europe à Cernay (68700), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, **dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent arrêté**, les prescriptions des articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement, qui imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3550 déposent :

- un dossier de réexamen dont le contenu est défini à l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

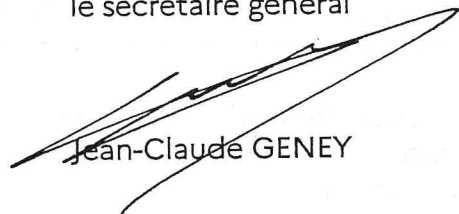
Article 2 : en cas de manquement aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de 2 mois,

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Colmar, le 28 JUIL. 2020

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.